



## DOSSIER

**QUELLE CONTRIBUTION DES  
UNIVERSITÉS FRANCOPHONES  
AUX POLITIQUES DE  
SANTÉ PUBLIQUE ?**



AUF

COLLOQUE 2018

LA CONTRIBUTION DES ÉTABLISSEMENTS  
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE  
DE L'ESPACE FRANCOPHONE

# À L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE

Pôle Santé - Université libre de Bruxelles (Belgique)

► 6 - 7 novembre 2018



#ColloqueAUF

[www.colloqueannuel.auf.org](http://www.colloqueannuel.auf.org)

Retransmission en direct : <https://www.youtube.com/user/planeteauf>

**AUF** Agence  
UNIVERSITAIRE  
DE LA FRANCOPHONIE  
COLLOQUE 2018



THE CONVERSATION



# LE MOT DU RECTEUR

C'est en 1991 que l'AUF a ouvert une direction régionale à Antananarivo (Madagascar) du fait d'un nombre déjà important de membres dans la grande île (ils sont aujourd'hui 45). La carte géographique de ses établissements membres s'est peu à peu élargie vers d'autres pays. Aujourd'hui, des établissements d'Afrique du Sud, des Comores, d'Inde, du Kenya, de Maurice, du Mozambique, de la Réunion et des Seychelles sont membres de l'AUF. C'est dans un contexte régional contrasté, tant en termes de développement qu'au niveau linguistique, que l'AUF intervient pour soutenir l'enseignement supérieur et la recherche en Océan Indien. Des actions sont menées avec et au bénéfice de ses 45 établissements dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'insertion professionnelle des diplômés et plus généralement de la contribution des universités au développement global. Vous découvrirez dans le dossier régional de ce numéro de Planète AUF des exemples de projets en cours dans la région, notamment ceux les plus représentatifs de notre nouvelle stratégie.

Le dossier thématique est quant à lui consacré à la santé publique. En effet, outre son action régionale, l'AUF se mobilise sur des grands sujets sociétaux auxquels l'enseignement supérieur et la recherche francophone peuvent utilement contribuer. Elle organise chaque année un colloque international sur un sujet clef rassemblant des experts internationaux universitaires et professionnels du monde francophone. Cette année, le colloque concerne les questions de santé publique, et plus précisément l'attente sociétale quant au rôle de l'enseignement supérieur et de la recherche francophones au bénéfice des politiques de santé publique. Il sera organisé à Bruxelles, les 6 et 7 novembre 2018. Le professeur Cheik Oumar Bagayoko, Directeur du Centre d'Expertise et de Recherche en Télémedecine et e-Santé (CERTES), Bamako, Mali, et membre du comité scientifique du colloque partage dans ce magazine son point de vue sur la e-santé « un outil et non une finalité ».

**Jean-Paul de Gaudemar**

## SOMMAIRE



**ZOOM SUR** Page 4  
L'AUF en Océan Indien : un engagement durable pour l'enseignement supérieur et la recherche



**DOSSIER** Page 9  
Quelle contribution des universités francophones aux politiques de santé publique ?



**EN BREF** Page 15  
**CONTACTS** Page 18

# L'AUF en Océan Indien : un engagement durable pour l'enseignement supérieur et la recherche



Monsieur Philippe Bataille,  
Directeur régional de l'AUF  
en Océan Indien

Présente dans la région Océan Indien depuis 1991, la Direction régionale Océan Indien de l'AUF (DROI) accompagne 45 établissements d'enseignement supérieur et centres de recherche répartis dans 9 pays : Afrique du Sud, Comores, France (La Réunion, Mayotte), Inde, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique et Seychelles.

En plus de son siège à Antananarivo (Madagascar), elle a développé depuis 2003 un réseau de trois Campus numériques francophones (CNF) implantés à Antananarivo, à Moroni (Comores) et à Réduit (Maurice). L'AUF a également mis en place en 1997, à la demande du gouvernement mauricien, l'Institut de la Francophonie pour l'Entrepreneuriat (IFE). Depuis octobre 2016, l'IFE est dirigé par un consortium public/privé dont l'AUF est membre avec l'Université de Maurice et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice.

La région Océan Indien se caractérise par :

- l'insularité de la majorité des pays (Comores, La Réunion, Mayotte, Madagascar, Maurice et Seychelles) ;
- des liens à conforter avec l'Afrique australe et l'Inde ;
- un fort contraste en matière de développement économique entre les pays et les universités ;
- des universités relativement jeunes ;
- une diversité linguistique (francophone, anglophone et lusophone).

Par ailleurs, la région n'est pas épargnée par les problématiques liées à la massification dans l'enseignement supérieur avec une forte croissance des effectifs étudiants qui sont confrontés à une insuffisance d'infrastructures et de ressources humaines.

A l'écoute permanente de ses membres, de l'évolution du contexte régional et en cohérence avec la stratégie internationale de l'AUF, sa Direction régionale Océan Indien met en œuvre ses actions selon trois principes :

- le soutien à des projets structurants en matière de formation, recherche et gouvernance ;
- l'accompagnement à la collaboration inter-établissements sur la région fondée sur le principe de la solidarité active ;
- l'appui au renforcement du dialogue entre le monde académique et le monde économique pour une meilleure employabilité des diplômés.

En étroite collaboration avec les établissements membres, et en lien avec les institutions publiques et les partenaires techniques et

financiers, l'AUF en Océan Indien contribue activement à la coconstruction des projets, à la convergence des initiatives et à l'optimisation des ressources.

## **UN ENGAGEMENT DURABLE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA RECHERCHE**

L'AUF soutient la mise en place d'offres de formations initiales et continues de qualité, en adéquation avec les besoins socio-économiques, une recherche en lien avec ses territoires et une gouvernance adaptée aux enjeux. Cet engagement se traduit notamment par :

### **Des formations de formateurs et des formations continues**

En partenariat avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), l'AUF a déployé l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) à Madagascar (2010-2013) puis aux Comores (depuis 2016). Ce dispositif a permis d'améliorer les compétences professionnelles des enseignants du primaire, du et en français, en poste dans les deux régions : 456 enseignants ont été formés à Madagascar et 3 924 le seront aux Comores.

A Maurice, le projet de Formation Médicale Continue à Distance (FOCAD-Santé) au sein du Mauritius Institute of Health (MIH) a permis le renforcement des compétences de 160 employés du secteur de santé. Cette formation propose plusieurs supports d'apprentissage à travers une plateforme d'enseignement de type Moodle : modules de formation, tchats, forums de discussion, exercices divers.



### Un appui à la recherche

L'enseignement supérieur passe nécessairement par une recherche de qualité, en lien avec le développement des territoires et inscrite dans une exigence internationale.

C'est ce qu'illustre à Madagascar, dans le domaine de la chimie verte, le soutien apporté par l'AUF au LIA (Laboratoire International Associé) de l'Université d'Antananarivo. En partenariat avec la société DIPCO et en lien avec l'association du village d'Anjanonarivo, le LIA mène un projet de recherche sur la valorisation des déchets issus de l'extraction des fibres naturelles de *furcraea foetida* ou « Chanvre de Maurice ». L'objectif est d'obtenir des produits à plus haute valeur ajoutée pour répondre aux besoins des industriels. Cette création de chaîne de valeurs contribue à une exploitation optimale et durable de la filière.

### Un appui du numérique à la gouvernance universitaire

La gouvernance universitaire est un enjeu en soi auquel l'AUF porte une attention particulière. Dans ce cadre, la DROI mène un projet de déploiement d'un système d'information dans des établissements volontaires. Ce dernier est consacré à la mise en place de la brique Scolarix du Progiciel de Gestion Intégrée (PGI) développé par l'association inter-universitaire française « Cocktail ». L'AUF accompagne les établissements et leurs acteurs (services scolarité, informaticiens et enseignants) par des actions de formation et la mise en place des infrastructures techniques. Issu d'un partenariat avec l'association i-Renala (Organisation nationale des réseaux de recherche et d'éducation à Madagascar), le projet est développé à Madagascar depuis 2014 au sein de plusieurs établissements pilotes : Universités d'Antananarivo, de Mahajanga, Instituts Supérieurs de Technologie d'Antananarivo et d'Antsiranana.

Fort des compétences locales acquises, le projet s'étend depuis juin 2018 aux Comores, à la Faculté des Sciences et Techniques, et à l'Institut Universitaire de Technologie de l'Université des Comores. Au-delà de la modernisation que représente l'adoption d'un PGI, le projet contribue à améliorer la gouvernance pédagogique et la gouvernance du numérique au sein des établissements.

### Une meilleure employabilité des jeunes

La massification de l'enseignement supérieur crée l'obligation de relever le défi de l'employabilité des diplômés. A cette fin, l'AUF appuie les initiatives promouvant une offre de formations plus adaptées au monde économique, notamment :

- la mise en place de deux formations professionnalisantes en alternance et en coconstruction avec les entreprises. La première, portée par l'Institut Supérieur de Technologie d'Antsiranana et l'Université d'Antananarivo, concerne les métiers de la banque. La seconde, proposée par l'Institut supérieur de technologie d'Antsiranana, concerne le secteur du tourisme et de la gestion hôtelière.
- le projet Cybersécurité dans l'Océan Indien (CYSOI) est mené conjointement par six établissements de La Réunion, de Madagascar, de Maurice et des Comores. Il a pour objectif de définir un socle commun de formation au niveau Licence intégrant à la fois l'aspect technique, juridique et éthique de la cybersécurité.



## DE NOUVEAUX PROJETS

### Jeunesse malgache compétente au travail (JMCT)



Un projet pour favoriser l'employabilité et l'insertion professionnelle de 2 500 jeunes à Madagascar a été lancé fin août 2018 : «Jeunesse malgache compétente au travail (JMCT)». Trois secteurs d'activité sont concernés: bâtiment et travaux publics, tourisme-hôtellerie-restauration, entrepreneuriat. Le projet consiste à développer et intégrer des

mécanismes structurants de concertation et collaboration pérenne entre les établissements d'enseignements (secondaire technique et enseignement supérieur) et les Organisations du Secteur privé et de la société civile à partir de « l'Approche Par Compétences », de l'égalité entre les femmes et les hommes (EFH) et des objectifs de l'Environnement et du Développement Durable (EDD).

L'AUF et l'Université du Québec à Trois-Rivières ont signé une convention pour la mise en œuvre de ce projet. Il est mené, pour une durée de 5 ans, avec l'appui du gouvernement canadien (Affaires Mondiales Canada) et en partenariat avec un consortium d'institutions canadiennes et malgaches. L'Institut supérieur de technologie d'Antananarivo en assurera le pilotage local.





### #IvoTech, centre pour développeurs

Le Campus numérique francophone de l'AUF à Antananarivo développe actuellement, en partenariat avec Orange Madagascar et l'Université d'Antananarivo, un projet de Campus du Nouvel Espace Universitaire Francophone (CNEUF) devant aboutir à la création d'un centre de développeurs appelé #IvoTech. Ce centre favorisera l'émergence de talents et l'incubation de projets numériques innovants. Le projet, fondé sur une synergie milieu économique/milieu académique, appuiera l'offre de solutions digitales, encouragera la professionnalisation des développeurs et promouvra la création de « start-up » technologiques malgaches.

L'espace est conçu pour faciliter les rencontres et l'émergence de solutions innovantes jusqu'à leur prototypage. #IvoTech associera ambiance conviviale et environnement technique performant en assurant la formation, la mise en réseaux et l'accompagnement de jeunes développeurs.

### Programme Erasmus + : Professionnalisation des Enseignants et Renforcement de Capacités des Formateurs à Madagascar

Le projet « Professionnalisation des Enseignants et Renforcement de Capacités des Formateurs à Madagascar » (PERFORM) est destiné à améliorer la qualité de l'éducation. Il a été sélectionné cette année dans le cadre du Programme Erasmus+ Renforcement de capacités. PERFORM bénéficiera d'un financement de l'Union Européenne à hauteur de 764.000 €. Le projet associe une dizaine de partenaires. Il sera mis en œuvre à partir de janvier 2019 pour une durée de 3 années. PERFORM doit améliorer la qualité de l'éducation et de l'apprentissage des élèves du post fondamental. Le projet se concentre, dans un premier temps, sur le renforcement des capacités des écoles normales supérieures qui forment les enseignants du secondaire et leurs formateurs pour doter, ensuite, les enseignants des compétences pédagogiques et didactiques nécessaires. PERFORM est fondé sur une approche collaborative, tant dans sa conception que dans son déploiement. Il proposera un dispositif hybride (à distance et en présentiel) de formation continue des enseignants.

# Quelle contribution des universités francophones aux politiques de santé publique ?



Dans le nouvel Agenda 2030 pour le développement durable, la communauté internationale a adopté 17 objectifs (ODD) qui placent, pour la majorité d'entre eux, la santé et ses déterminants au cœur de leurs préoccupations.

L'organisation mondiale de la santé (OMS) estime que pour atteindre cet objectif de développement durable, 18 millions d'agent-e-s de santé devront être formé-e-s d'ici 2030, en particulier dans les pays les plus pauvres. Les études montrent que les pays les plus touchés par les maladies disposent des services de santé les plus défaillants, constituant l'un des principaux obstacles à l'accès aux soins de première nécessité. L'OMS estime que le mauvais état des services de santé dans les

pays en développement est principalement lié à une pénurie de compétences et un déséquilibre géographique des personnels de santé, notamment ceux de première ligne.

Il est donc fondamental de renforcer les systèmes de santé pour répondre à ces enjeux sanitaires. Les politiques nationales de santé publique se doivent d'être pour cela plus efficaces, mieux pilotées et lisibles. Les établissements d'enseignement supérieur, comme acteurs du développement, peuvent y jouer un rôle déterminant, en particulier dans l'exercice de leurs nouvelles missions comme la formation continue et professionnalisante en santé, la recherche appliquée et participative pour le développement de stratégies sanitaires (soins

## Quelle contribution des universités francophones aux politiques de santé publique ?

de santé primaires), l'innovation numérique (télémédecine, E-santé, big-data), la médiation intersectorielle.

Dès lors, se pose la question de la contribution des établissements d'enseignement supérieur et de la recherche francophones à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de santé publique.

*C'est autour de ce thème que l'AUF réunira des experts internationaux dans le cadre de son colloque annuel les 6 et 7 novembre 2018 à Bruxelles (Belgique).*

Dans son article sur la E-santé, le professeur Cheick Oumar Bagayoko, spécialiste en Informatique Biomédicale et de Santé, coordonnateur de nombreux projets en e-santé en Afrique et membre du comité scientifique du colloque de l'AUF met clairement en évidence le rôle des universités dans l'élaboration des politiques de santé publique : « les Universités Africaines avec l'appui des organisations internationales comme l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) doivent urgemment mettre en place des programmes de formation inculquant ce savoir-faire chez toutes les cibles : politiques, innovateurs, professionnels de la santé ».



**Professeur Cheik Oumar Bagayoko**

Université des sciences et des technologies de Bamako / Faculté de Médecine  
Directeur du Centre d'Expertise et de Recherche en Télémédecine et e-Santé (CERTES), Bamako, Mali

### LA E-SANTÉ, UN OUTIL POUR LA SANTÉ PUBLIQUE OU UNE FINALITÉ ?

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la e-santé se définit comme : « les services du numérique au service du bien-être de la personne ». D'une façon générale, il s'agit de l'utilisation des outils de production, de transmission, de gestion et de partage d'informations numérisées autant pour les pratiques médicales que médico-sociales. Elle inclut, par exemple, la télémédecine. Lorsque ces services sont accessibles via un appareil mobile ou une tablette on parle de m-santé.

Au regard de cette définition, quels sont les enjeux de cette e-santé sur la santé publique des pays en développement, plus particulièrement l'Afrique Subsaharienne ?

### La e-santé et l'équité d'accès aux soins et services de santé

Les systèmes de santé des pays d'Afrique subsaharienne font face à de multiples défis dont l'insuffisance des ressources humaines, des infrastructures, des plateaux techniques et des ressources financières. Ces faiblesses s'accroissent encore de façon plus drastique au-delà des grandes villes qui concentrent la presque totalité des spécialistes, créant ainsi des déserts médicaux à l'intérieur de ces pays.

Dans ce contexte, comment donner un accès équitable aux soins et services de santé de qualité aux populations les plus vulnérables ? Il est illusoire de penser qu'il serait possible de doter toutes ces zones de professionnels de la santé qualifiés et d'équipements adéquats dans un proche avenir. Par contre, les outils innovants de la e-santé, tels que recommandés par différentes résolutions de l'OMS, constituent une alternative crédible pour cette équité d'accès aux soins.

Les travaux du Réseau en Afrique Francophone pour la Télémédecine (RAFT) ont prouvé le rôle porteur de la e-santé pour soutenir l'équité d'accès aux soins et services de santé. Le

<sup>1</sup> Bagayoko CO, Traoré D, Thevoz L and al. Medical and economic outcome of telehealth on the health in low-income countries : results of a study in four district hospitals in Mali. BMC Health Services Research. 2014, 14(Suppl 1):S9 doi:10.1186/1472-6963-14-S1-S9

<sup>2</sup> Bagayoko CO, Gagnon MP, Anne A, Traoré AK, Geissbuhler A. E-Health, another mechanism to recruit and retain healthcare professionals in remote areas: lessons learned from EQUI-ResHuS project in Mali. BMC Medical Informatics and Decision Making Making 2014, 14: 120.



soutien à distance par la télémédecine dans les disciplines médicales telles que l'imagerie médicale en particulier obstétricale, la cardiologie, la dermatologie... Différents travaux pilotes ou d'échelle moyenne ont pu démontrer non seulement l'impact médico-économique<sup>1</sup> de la télésanté, mais aussi ses effets positifs dans le recrutement et la rétention des professionnels de la santé dans les zones isolées<sup>2</sup>.

### **La e-santé et le pilotage de la santé : rôle des Systèmes d'information en santé innovant**

La presque totalité des pays d'Afrique Subsaharienne n'a pas encore vraisemblablement perçu l'intérêt d'investir dans les systèmes d'information de santé (SIS) dans une vision systémique. Pour certains, le SIS se limite au système d'information sanitaire qui renseigne les politiques sur la situation sanitaire du pays et leur donne les éléments d'évaluation des actions de santé publique. En réalité, le SIS a principalement deux composants : le système d'information sanitaire et le système d'information hospitalier. Ce dernier est la composante opérationnelle. Il traite les informations mises en œuvre dans le processus de prise en charge des patients. Il sert d'outil de pilotage de l'hôpital et assure une fonction

de reporting vers le système d'information sanitaire du pays.

La e-santé pourrait constituer le troisième composant. En effet, ses outils constituent des moyens fiables dans toutes les étapes de collecte, du traitement, de transmission et d'utilisation des données de santé :

- ils permettent d'assurer une meilleure coordination des soins en mettant à disposition à temps les informations en rapport avec un patient donné
- ils facilitent la prévention et la promotion de la santé en mettant en évidence des événements inhabituels
- ils assurent un meilleur pilotage/ planification de la santé sur la base des informations fiables.

Pour que ce SIS soutenu par le e-santé comme « moyen » soit efficient, il ne doit pas être développé de façon anarchique. L'Afrique doit tirer les leçons de l'expérience des pays qui ont atteint une certaine maturité. Ces pays souffrent aujourd'hui dans la recherche des moyens pouvant faire communiquer des systèmes hétéroclites semblables à des îlots de données. Une erreur fatale est en train d'être commise par les pays africains : celle qui consiste à commencer l'analyse par l'outil souvent

## Quelle contribution des universités francophones aux politiques de santé publique ?



sur recommandations des organisations internationales. En témoigne le déploiement actuel de DHIS2 (District Health Information System), un système de remontée d'information considéré à tort comme le système d'information miracle capable d'apporter des solutions à tous les problèmes. La réalité en est bien loin, car, pour remonter les informations fiables, il faut puiser dans les sources de données fiables, alors qu'il n'existe aucun système d'information à ce niveau. Les pays africains doivent comprendre que la technologie est plus que mature de nos jours et que l'analyse des besoins auxquels, cette technologie doit répondre dans une vision systémique et futuriste, constitue la seule issue pour garantir la mise en place des systèmes d'information efficaces pour le pilotage de la santé publique de façon efficace.

### La nécessité de lier la e-santé aux priorités de santé des pays : vision systémique

Tous les pays d'Afrique Subsaharienne développent ce qu'on appelle des plans de développement sanitaire, généralement quinquennaux, qui définissent les priorités en matière de santé. Tout usage de la e-santé devrait contribuer à l'atteinte des objectifs définis par ces plans avec une vision globale de la santé publique. En effet, les difficultés face à la gestion des «grandes maladies du siècle» comme le VIH/SIDA, les maladies non transmissibles et la maladie Ebola montrent que la gestion de la santé ne peut qu'être globale et qu'il existe une seule santé, d'où la notion de «One Health».

Dès lors, l'usage de la e-santé comme moyen pour mettre en place des systèmes d'information efficients doit appeler à l'élaboration de schémas directeurs stratégiques nationaux. Ces schémas doivent être alignés sur les priorités de santé du pays et prendre en compte tous les acteurs y compris ceux considérés comme «non conventionnels» comme la médecine traditionnelle. En effet, le centre d'intérêt doit rester le patient qui passera d'une structure à l'autre, d'un fournisseur de service à l'autre.

Ces schémas directeurs stratégiques constitueront le fil conducteur qui impulsera la mise en place du socle pour un développement cohérent et harmonieux de la e-santé au bénéfice de la santé publique. Ce socle qu'on pourrait baptiser l'environnement numérique de santé du pays est composé avec un certain nombre d'invariants et de services quel que soit le type de projet ou d'activités de santé. Parmi ces invariants on peut citer les référentiels pour l'identification du patient, des professionnels de la santé, des structures etc. Pour garantir les échanges de données entre différents types de systèmes, ces schémas directeurs devront recommander avant tout le développement d'un cadre d'interopérabilité.

Au regard de ce qui précède, rares sont les pays africains qui sont dans cette démarche. Toutefois, l'exemple du Gabon qui parie sur les TIC pour accélérer son développement socio-sanitaire est éloquent. En effet, ce pays met en œuvre actuellement son premier schéma directeur du système d'information de santé au moyen de la e-santé.

## **La e-santé et la santé publique : rôle des universités**

Le rôle des outils innovants dans l'efficacité des systèmes de santé, et particulièrement l'optimisation des ressources financières, n'est plus discutable. Dans ce sens, une étude d'Accenture<sup>3</sup> de 2015 affirme que 100 milliards de dollars pourraient être économisés dans les quatre prochaines années aux USA grâce à l'utilisation des dispositifs innovants en santé. Cependant, les bénéfices potentiels doivent faire l'objet d'une recherche systématique, d'où le rôle des structures de recherche et universitaires.

En effet, la disponibilité et la maturité de la technologie ne peut garantir le succès de ces outils. Il faut un savoir-faire pour mettre en place des architectures solides et ouvertes garantissant un développement cohérent et harmonieux de ces outils. Ce savoir-faire est aussi plus que nécessaire, pour élaborer de façon participative, des schémas directeurs stratégiques alignés sur les priorités, de manière à faire adhérer dès le départ les utilisateurs finaux.

C'est pour cela les Universités africaines, avec l'appui des organisations internationales comme l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), doivent urgemment mettre en place des programmes de formation inculquant ce savoir-faire chez toutes les cibles : politiques, innovateurs, professionnels de la santé. Ce programme doit s'appesantir principalement sur la culture des bases méthodologiques et conceptuelles de la santé numérique, les différents domaines d'application en lien avec les problèmes de santé prioritaires et l'innovation et la gestion de projet.

*En somme, il s'agira d'amener les acteurs à comprendre que la e-santé est un outil et non une finalité.*

<sup>3</sup><https://newsroom.accenture.com/news/digital-health-solutions-expected-to-save-us-healthcare-system-more-than-100-billion-over-next-four-years-accenture-finds.htm>



## **LE COLLOQUE ANNUEL 2018 DE L'AUF : L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LES POLITIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE**

Chaque année l'AUF rassemble des experts internationaux pour réfléchir sur des grands sujets sociétaux auxquels l'enseignement supérieur et la recherche francophone peuvent utilement contribuer.

Cette année, le colloque annuel porte sur les questions de santé publique, et plus précisément sur l'attente sociétale quant au rôle de l'enseignement supérieur et de la recherche francophones sur les politiques de santé publique.

C'est en s'appuyant sur son réseau de près de 900 établissements universitaires et de recherche francophones dont un grand nombre de facultés de médecines, d'écoles en santé et de réseaux institutionnels en matière de santé, que l'AUF peut être force de propositions pour accompagner les acteurs et décideurs à répondre aux enjeux d'aujourd'hui et penser les systèmes de santé de demain.

Le périmètre d'exercice universitaire permet d'envisager une approche centrée sur des missions transversales prioritaires dans ce contexte :

- Un investissement majeur dans le champ de la formation, d'une part, sur l'identification des domaines de compétences attendues avec leurs référentiels et les processus d'évaluation et, d'autre part, sur les procédures institutionnelles concernant la gouvernance et le numérique éducatif,
- Une formation et une recherche adaptées aux besoins territoriaux répondant ainsi à l'approche de responsabilité sociale en santé, laquelle s'inscrit dans le continuum de la démarche qualité.

C'est bien le champ de tous les professionnels de la santé publique qui doit être considéré, en particulier ces personnels au rôle décisif dans de nombreux pays mais souvent ignorés que sont les personnels « de première ligne » et tous ces réseaux de compétence sans lesquels il ne saurait y avoir de politique publique de santé publique.

Ce colloque est un temps d'échanges pour mieux connaître et questionner les pratiques, anticiper et répondre à l'évolution des enjeux interconnectés de santé et d'éducation. A l'issue des discussions, des orientations nouvelles seront formulées pour mettre en place des projets d'actions en partenariat avec tous les acteurs impliqués durant ces deux journées.

**La contribution des établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans l'espace francophone à l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques de santé publiques**

**Les 6 et 7 novembre 2018**

**Bruxelles, Belgique**

**Pour en savoir plus : <https://www.colloqueannuel.auf.org/>**

## 3ème édition de l'Initiative pour le Développement du Numérique dans l'Espace Universitaire Francophone (IDNEUF)

A l'initiative du Royaume du Maroc, et avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et de l'AUF, la troisième édition de l'Initiative pour le développement du numérique dans l'Espace universitaire francophone (IDNEUF) a réuni des ministres francophones de l'enseignement supérieur le 22 juin 2018 sous le thème du financement du numérique dans l'espace universitaire francophone. Elle a été précédée d'une conférence réunissant les opérateurs du numérique (fournisseurs d'accès et fournisseurs de contenu) et les bailleurs de fonds les 20 et 21 juin 2018 en vue de soumettre des propositions aux ministres.

Les Ministres présents ou représentés ont adopté une déclaration « La déclaration de Marrakech » portant notamment sur la création d'un fonds de financement pour financer les projets IDNEUF au service de la communauté universitaire francophone.

La 4<sup>ème</sup> édition aura lieu en Roumanie du 18 au 21 juin 2019.

<https://idneuf3-marrakech2018.auf.org/>

## Neuvième édition du Prix de la Francophonie pour jeunes chercheurs : l'appel à candidatures est lancé

L'AUF attribue tous les deux ans le Prix de la Francophonie pour jeunes chercheurs. Ce prix reconnaît le mérite et la valeur d'un maximum de quatre chercheur(se)s ayant acquis une reconnaissance scientifique et ayant réalisé une percée significative, en particulier dans le cadre de la Francophonie. Ce prix tient compte de la diversité de l'espace universitaire francophone et notamment celui des pays en voie de développement.

Il concerne les champs disciplinaires suivants : Sciences et Technologies, Sciences humaines et sociales.

Des critères tels que l'originalité et l'aspect novateur des travaux de recherche, leur impact au niveau national et/ou régional, la qualité des partenariats et collaborations dans l'espace francophone sont également pris en considération.

La date limite pour candidater est le 12 novembre 2018.

**Pour en savoir plus :** <https://www.auf.org/nouvelles/appels-a-candidatures/appel-a-candidatures-neuvieme-edition-prix-de-francophonie-jeunes-chercheurs/>



## Sixième édition du Prix Louis D'Hainaut de la meilleure thèse de doctorat en technologie éducative

**L'Université de Mons (Belgique) et l'AUF, à travers son Institut de la Francophonie pour l'ingénierie de la connaissance et la formation à distance (IFIC), s'associent pour décerner le Prix Louis D'Hainaut de la meilleure thèse de doctorat en technologie éducative.**

Ce prix est annuel et sera délivré pour la sixième fois en 2019. Il est réservé à un docteur ressortissant d'un pays du Sud dont la thèse a été soutenue il y a trois ans au plus.

Le Prix a une vocation internationale et est ouvert à tout chercheur du Sud ayant obtenu une thèse de doctorat au sein d'une institution membre du réseau de l'AUF (du Nord comme du Sud). Le sujet de cette thèse doit impérativement porter sur l'usage des technologies en éducation, indépendamment de la discipline d'appartenance, et doit constituer un apport à l'évolution des connaissances scientifiques dans le domaine.

La date limite pour candidater est le 1er février 2019.

**Pour en savoir plus : <https://www.auf.org/nouvelles/appels-a-candidatures/appel-a-candidatures-prix-louis-dhainaut-de-meilleure-these-technologie-educative/>**



## Le réseau de l'AUF grandit : 40 nouveaux établissements membres

A l'occasion de la réunion de ses instances tenues en mai 2018, l'AUF a validé l'adhésion de 40 nouveaux membres. Son réseau international est ainsi composé aujourd'hui de 884 établissements membres dans 111 pays. Les 40 nouveaux membres sont issus des régions suivantes : Amériques : 1 nouveau membre (Canada) ; Afrique centrale et des Grands Lacs : 6 (Cameroun , Gabon) ; Afrique de l'Ouest : 4 (Guinée, Sénégal) ; Asie-Pacifique : 1 (Chine) ; Caraïbe : 5 (Haïti) ; Europe centrale et orientale : 11 (Albanie, Géorgie, République de Macédoine, Roumanie, Turquie) ; Europe de l'Ouest : 3 (France) ; Maghreb : (Maroc, Tunisie) ; Moyen-Orient : 3 (Irak, Liban).

**Pour accéder à la liste des membres de l'AUF : [https://www.auf.org/les\\_membres/nos-membres/](https://www.auf.org/les_membres/nos-membres/)**



## Les directions régionales de l'AUF

### ● Amériques

Montréal, Québec - Canada  
@ : [ameriques@auf.org](mailto:ameriques@auf.org)  
<http://ameriques.auf.org>

### ● Afrique centrale et Grands Lacs

Yaoundé - Cameroun  
@ : [afrique-centrale@auf.org](mailto:afrique-centrale@auf.org)  
<http://afrique-centrale.auf.org>

### ● Afrique de l'Ouest

Dakar - Sénégal  
@ : [afrique-ouest@auf.org](mailto:afrique-ouest@auf.org)  
<http://afrique-ouest.auf.org>

### ● Asie-Pacifique

Hanoi - Vietnam  
@ : [asie-pacifique@auf.org](mailto:asie-pacifique@auf.org)  
<http://asie-pacifique.auf.org>

### ● Caraïbe

Port-au-Prince - Haïti  
@ : [caraibe@auf.org](mailto:caraibe@auf.org)  
<http://caraibe.auf.org>

### ● Europe centrale et orientale

Bucarest - Roumanie  
@ : [europa-centrale-orientale@auf.org](mailto:europa-centrale-orientale@auf.org)  
<http://europa-centrale.auf.org>

### ● Europe de l'Ouest

Bruxelles - Belgique  
@ : [europa-ouest@auf.org](mailto:europa-ouest@auf.org)  
<http://europa-ouest.auf.org>

### ● Maghreb

Rabat - Maroc  
@ : [maghreb@auf.org](mailto:maghreb@auf.org)  
<http://maghreb.auf.org>

### ● Moyen-Orient

Beyrouth - Liban  
@ : [moyen-orient@auf.org](mailto:moyen-orient@auf.org)  
<http://moyen-orient.auf.org>

### ● Océan Indien

Antananarivo - Madagascar  
@ : [ocean-indien@auf.org](mailto:ocean-indien@auf.org)  
<http://ocean-indien.auf.org>

### Les services centraux

4 place de la Sorbonne  
75005 Paris  
France  
Tél. : + 33 (0)1 44 41 18 18

3034, Boul. Edouard-Montpetit  
Montréal (Québec) H3T 1J7  
Canada  
Tél : + (1) 514 343 66 30



**Rédaction et coordination** : Sandrine Robert, responsable éditorial

Ont également participé à l'élaboration de ce numéro : Johanna Andriamonjy, Chargée de communication à la Direction régionale de l'AUF en Océan Indien ; Professeur Cheick Oumar BAGAYOKO, spécialiste en Informatique Biomédicale et de Santé, Directeur du Centre d'Expertise et de Recherche en Télémedecine et e-Santé (CERTES), Bamako, Mali

**Photos droits réservés** : [www.fotolia.com](http://www.fotolia.com) ; AUF ; IFADEM

**Régie et réalisation** : FRANCE EDITION - Tél : 00 334 68 66 94 75

Les membres de l'AUF qui souhaitent soumettre des informations à insérer dans cette revue sont invités à écrire à l'adresse suivante : [communication@auf.org](mailto:communication@auf.org)

 **ACBA-CREDIT AGRICOLE BANK**

Ensemble  
vers **la prosperite**

PRESENCE PARTOUT EN ARMENIE PAR SES 59 AGENCES

[www.acba.am](http://www.acba.am)

# IDNEUF4

BUCAREST 18.19.20.21 Juin 2019



MINISTERUL EDUCAȚIEI NAȚIONALE

ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE  
la francophonie

**AUF**   
Agence  
UNIVERSITAIRE  
DE LA FRANCOPHONIE

#idneuf4